

## Élections européennes

# Lourde responsabilité pour la Réunion

Margie Sudre (UMP, 25,31 % des voix) et Jean-Claude Fruteau (PS, 19,1 % des voix) vont reprendre le chemin de Strasbourg, accompagnés de Paul Vergès, leader du Parti Communiste Réunionnais (28,82 % des voix). Résultat ? Les neuf départements ou territoires d'outre-mer seront représentés à Strasbourg par trois Réunionnais. Comme à l'échelon national, la gauche est la gagnante du suffrage universel. Mais à l'inverse du scrutin national, l'abstention a diminué en outre-mer (71,92 % contre plus de 80 % en 1999), et ces élections consacrent l'arrivée d'une nouvelle force politique et de son leader au parlement européen : Paul Vergès, président du conseil Régional de la Réunion.

### L'outre mer bénéficie de 3 députés au lieu de 2



Jusqu'à présent, l'outre-mer n'avait aucune garantie d'avoir des représentants au parlement européen. Si Margie Sudre (UMP) et Jean-Claude Fruteau ont siégé à Strasbourg de 1999 à 2004, c'est parce que 2 listes nationales avaient choisi de placer des candidats de l'outre-mer en position éligible. Sans cela, l'outre-mer aurait pu ne pas être représenté du tout. Le nouveau mode de scrutin (la France n'est plus une circonscription unique, mais est découpée en huit circonscriptions) garantit désormais 3 élus aux neuf collectivités françaises d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Saint Pierre et Miquelon, Réunion, Mayotte, Polynésie Française, Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna, Guyane). C'est une victoire !

Dans une Europe élargie à 25 membres, alors que le nombre de parlementaires français siégeant à Strasbourg passe de 87 à 78, le nombre de députés de l'outre-mer augmente de 50%

### Danger sur les Régions Ultra Périphériques (RUP) ?

Certains fonctionnaires de l'Union Européenne ainsi que le rapport de deux parlementaires français suggèrent la diminution des fonds alloués aux RUP d'objectif 1 dont font partie les quatre DOM. Tant que la procédure d'adoption des perspectives financières de l'Union Européenne pour les années 2007 à 2013 n'est pas adoptée, tout peut arriver. Mais les risques sont moins grands qu'il n'y paraît : Michel Barnier, lorsqu'il était commissaire européen (il est aujourd'hui Ministre des affaires étrangères et européennes, et Jacques Barrot le remplace à la Commission) a proposé un projet de réformes structurelles pour les années à venir qui maintient le niveau des aides des RUP, malgré le rattrapage économique des nouveaux états membres qui résulte de l'élargissement. L'astuce : la création d'un Fonds spécial pour les RUP ! Il s'agit sans doute là du chantier prioritaire qui attend les trois nouveaux députés, en plus des dossiers sur l'octroi de mer, les marchés du sucre et de la banane... sans oublier la mise en place d'un fonds spécifique pour les PTOM, dont les TOM font partie, pour que les territoires associés à l'Union aient eux aussi accès aux fonds du développement. ■

LT



## Élections territoriales Échec de Jacques Lafleur et Gaston Flosse

En Polynésie française, les élections territoriales du 23 mai ont amené un revers cinglant à l'homme de Papeete depuis 20 ans, Gaston Flosse. Son parti - le Tahoeraa Huiraatira - n'a obtenu que 28 sièges sur 57, contre 27 pour les indépendantistes du Tavini, et 2 pour des petits partis, l'un autonomiste, l'autre issue d'une dissidence des listes flossiennes. Du coup, le 3 juin, l'Assemblée a élu pour président Antony Geros (chef de file des indépendantistes), et le 10 juin, Oscar Temaru allait être élu président de la Polynésie si les amis de Gaston Flosse n'avaient boycotté la séance, empêchant le quorum d'être atteint. Celui-ci a d'ailleurs déposé des recours pour irrégularités auprès du Conseil d'Etat et du tribunal administratif de Papeete, et a été débouté. L'élection du 14 juin ne change pas la donne de cette première consultation intervenue dans le cadre du nouveau statut entré en vigueur le 2 mars : la Polynésie Française est devenue un « pays d'outre-mer au sein de la République » qui se gouverne « librement et démocratiquement par ses représentants élus et par la voie du référendum local ».

En Nouvelle Calédonie, les élections provinciales de 9 mai ont porté un coup au Rassemblement-UMP de Jacques Lafleur : finie la bipolarité entre indépendantistes du FLNKS (18 sièges au Congrès au lieu de 23 ) et anti indépendantistes du Rassemblement (16 sièges au lieu de 24). La liste Avenir Ensemble (anti indépendantiste), en rafflant 16 sièges, a aussi remporté la présidence du gouvernement : Marie Noëlle Thémereau a été élue le 10 juin. (voir notre article p 16) Mais là encore, à peine élus, les membres UMP-Rassemblement du gouvernement ont démissionné, provoquant la chute du gouvernement. Nouvelles élections bientôt, qui ne devraient guère changer la donne.

Au final, ce sont deux proches de Jacques Chirac qui se retrouvent contraints de mettre fin à plus de deux décennies de règne. Ajoutez à cela la défaite de Lucette Michaux-Chevry (UMP) au régionales de Guadeloupe... et c'est un bol d'air frais pour l'outre-mer.

LT

# " TAUU "

(changement en tahitien)



Oscar Temaru  
Nouveau Président  
de Polynésie Française  
Leader du Tavini



Harold Martin  
Président du Congrès  
de Nouvelle Calédonie  
(Mouvement Avenir Ensemble)